



Séminaire d'experts du TDRP

La politique de la démobilisation

DDR: Interface entre diplomatie et développement

29 avril 2010 - Bruxelles

Résumé de la rencontre

1. Un séminaire d'experts sur la Politique de la démobilisation dans la région des Grands Lacs s'est tenu le 29 avril 2010 à Bruxelles. Le Programme transitionnel de démobilisation et réintégration (TDRP) a organisé la rencontre. Un groupe divers de participants, notamment des représentants des gouvernements et de la société civile africains, des organisations bilatérales et multilatérales, ainsi que des experts et des universitaires spécialisés en DDR, ont participé à la réunion (voir la liste des participants en Annexe 1). La rencontre a suivi les règles de Chatham House¹.
2. La réunion avait pour objet de discuter les politiques et les pratiques adoptées pour faire participer les acteurs non étatiques et les groupes armés aux négociations et processus de paix après les conflits de la fin des années 1990 et du début des années 2000 dans la région des Grands Lacs. Les discussions étaient centrées sur la façon dont ce dialogue a été intégré à la programmation des activités de sécurité et de développement, particulièrement les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR).
3. Le séminaire avait les objectifs spécifiques suivants:
 - analyser les motivations (politiques, économiques) des dirigeants des groupes armés – et leur comportement/conduite pendant la période du processus de paix;
 - analyser l'interface entre les diplomates et les praticiens du développement;
 - proposer toute orientation ou recommandation sur la façon de renforcer les politiques et les pratiques de sorte à améliorer les processus de désarmement volontaire.
4. Le séminaire comportait trois séances :
 - La première a établi le contexte des discussions en décrivant les conséquences de la première «guerre mondiale» en Afrique. Les discussions ont porté sur la République démocratique du Congo (RDC) en tant qu'acteur principal des conflits des Grands Lacs et où la nature des accords de paix est passée du maintien à la consolidation de la paix,

¹ Pas d'attribution des commentaires faits pendant la réunion.

puis à la stabilisation au cours des dix dernières années. La variété des groupes armés qui ont pris part à ces accords est reflétée dans la différence des démarches adoptées, tant en termes de partage du pouvoir que du DDR. Les trois phases des processus de paix ont été analysées (conditions préalables, conceptualisation et exécution), ainsi que les incitations en faveur ou contre la démobilisation volontaire des différents grades au sein des forces militaires et des groupes armés.

- La seconde séance s'est intéressée aux efforts diplomatiques des tierces parties pendant les négociations de paix, notamment concernant les questions relatives à la réforme du secteur de la sécurité et la justice. Les principales problématiques traitées portaient entre autres sur: les incitations qui influencent la médiation et donnent lieu au désarmement volontaire; l'interface entre les acteurs du développement et de la diplomatie pour identifier ces incitations; et les questions liées à la justice pendant les négociations.
- La troisième séance a examiné la phase qui suit les négociations, après la signature des accords et le lancement du DDR. Les participants ont discuté les interférences entre la politique et le DDR et l'effet de la politique sur le DDR une fois que l'exécution commence.

Récapitulatif des éléments principaux

5. Les discussions ont donné lieu à un échange de vues franc et ont produit une abondance d'informations. Sans être exhaustive, la liste suivante énonce les éléments principaux soulevés:

- En termes généraux, le processus de paix dans la région des Grands Lacs fait ressortir une défaillance du modèle occidental de résolution des conflits et de négociations (c'est à dire un seul gagnant; les négociations semblent suivre la notion de somme nulle). Il faut veiller beaucoup plus à ce que le processus permette d'établir la confiance, de rétablir les liens personnels, et d'identifier et de tirer profit des thèmes qui présentent un intérêt commun pour les groupes ennemis ou sur lesquels ils sont en accord. Le travail réalisé par le Centre Woodrow Wilson au Burundi avant que ne commence le DDR en est un bon exemple.
- Habituellement, la préparation technique du DDR fait l'objet de beaucoup d'investissements, mais l'aspect politique reçoit une attention insuffisante. Dans la région des Grands Lacs, la communauté internationale a investi collectivement près de 500 millions de dollars US dans un programme de DDR. Par ailleurs, le DDR doit souvent s'appuyer sur un processus parallèle de réforme du secteur sécuritaire (RSS) qui est opérationnel et financé; toutefois, en RDC et au MDRP, il a été facile de trouver un accord général pour le DDR, mais pas pour la RSS.
- Bien que la Stratégie régionale sur laquelle était fondé le MDRP ait mis en place un partenariat complexe pour traiter les problématiques comme les obstacles politiques et la réforme du secteur de la sécurité, les dimensions politiques et de RSS n'ont pas reçu

l'attention qu'elles méritent pendant la phase de conception du programme et ont été présentées comme des aspects «complémentaires», plutôt que des conditions préalables à la démobilisation.

- Pour les officiers des grades intermédiaires et supérieurs de la RDC, le paquet DDR proposé ne suffisait pas à les inciter à se démobiliser. Pour les soldats subalternes qui recevaient l'ordre de démobiliser, le paquet de démobilisation, notamment le versement d'argent liquide, suffisait et pourrait même avoir été trop généreux, car en fin de compte ils disposaient de plus de ressources que les autres membres de la communauté. Les motivations en fonction du grade doivent être bien maîtrisées pendant la conception du programme.
- Les conflits sont le produit de la superposition de différends multiples et divers qui créent l'hostilité entre les groupes. Mais les accords de paix et les programmes de DDR ont tendance à vouloir résoudre uniquement l'«écorce externe» du conflit et à laisser de côté de nombreux autres aspects qui sont ensuite révélés pendant l'exécution du DDR et qui pourraient nécessiter d'autres accords de paix et des démarches de DDR différentes. En RDC, le PNDDR était trop rigide pour être en mesure de répondre à ces évolutions. C'est pourquoi les programmes de DDR doivent être conçus avec assez de souplesse pour pouvoir les adapter au fur et à mesure de l'avancement du processus de paix.
- Le DDR ne peut pas fonctionner convenablement en l'absence d'initiatives de développement/reconstruction pour le reste de la population. Cependant, les questions de vérité et de réconciliation pourraient devoir être différées pour obtenir la paix à court terme.
- La pérennisation nationale du processus de paix est essentielle à sa réussite. Si la volonté politique et le souhait de paix sont présents, et tant que les acteurs nationaux qui doivent participer le font au bon moment, l'identification des exécutants du DDR porte moins à conséquence.
- En RDC, la problématique du DDR était jugée constituer un élément crucial du processus de paix. Toutefois, les détails du processus de DDR n'ont alors pas fait l'objet d'une discussion approfondie, pas plus que ne furent discutés les termes et les conditions du processus avec les effectifs subalternes des divers groupes.
- Si la politique est «bien faite», le DDR devient un processus relativement simple. Par ailleurs, bien que ceci ne soit pas nécessairement le cas en RDC, si l'aspect politique n'est pas convenablement clarifié, les processus de DDR peuvent se transformer en un espace où sont débattus les conflits non résolus, ce qui n'est pas leur rôle. En RDC, certaines factions ont parfois refusé de se conformer aux modalités du DDR en signe de protestation.

Étapes suivantes

6. Ce séminaire donnera lieu à deux publications:

- une note brève de diffusion qui résume les éléments principaux de la rencontre et donne des orientations sur le dialogue et la médiation avec les groupes armés, particulièrement en matière de DDR;
- l'insertion d'un chapitre à une publication antérieure de la Banque mondiale sur le Programme multi-pays de démobilisation et réintégration (MDRP – 2002/2009) qui examine les questions de paix et de sécurité dans la région des Grands Lacs au cours de la dernière décennie.

Les deux publications seront distribuées aux participants à la réunion et affichées sur les sites web du TDRP (www.tdrp.net) et du Centre des ressources DDR des Nations Unies (www.unddr.org).

Annexe 1

Liste des participants

The Politics of Demobilization - April 29, 2010

Last Name	First Name	Title	Organization	Email
Alex	Gregory (Gromo)	Chief, DDRRR MONUC	MONUC	alexg@un.org
Ajello	Aldo	Former Special Representative to the Great Lakes Region	n/a	aldoajello@gmail.com
Aulagnon	Véronique	Political Adviser to the EUSR	European Union	veronique.aulagnon@consilium.europa.eu
Baaré	Anton	Senior DDR Specialist	TDRP/World Bank	abaare@mac.com
Chalfin	Julie	DRC DDR Officer	US Dept of State	ChalfinJE@state.gov
Clément	Caty	Head of Conflict and Peacebuilding Programme	Geneva Center for Security Policy	c.clement@gcsp.ch
Correia	Maria	Program Manager	TDRP/World Bank	mcorreia@worldbank.org
de Fabribeckers	Junior	DDR - SSR Expert	Belgium - Ministry of Foreign Affairs	junior.defabribeckers@diplobel.fed.be
Donat	Bruno	Policy and Planning Officer	DPKO	donat@un.org
Guazzo	Caroline	Program Assistant	TDRP/World Bank	cguazzo@worldbank.org
Hinkel	Harald	Senior Conflict Specialist	TDRP/World Bank	haraldhinkel@hotmail.com
Jensen	Aaron	First Secretary	US Embassy, Brussels	JensenAW@state.gov
Jones	Kathryn	Political Affairs Officer, Great Lakes Integrated Team	DPKO	jonesk@un.org
Kassa	Michel	former Head of UN DRC OCHA	W wilson center for scholars	mnkassa@gmail.com
Malu Malu Muholongu	Apollinaire		DRC	malumalum@yahoo.fr
Marriage	Zoë	Senior Lecturer in Development Studies	London School of Economics	zm2@soas.ac.uk
Maughan	Phil	Senior Conflict Specialist	TDRP/World Bank	pmaughan@worldbank.org
Onega	Peter	Chair, Amnesty Commission	Uganda	pkkonega@yahoo.com
Rigaud	Chantal	Communications Associate	TDRP/World Bank	crigaud@worldbank.org
Ruberwa Manywa	Azarias	VP in transition gov. DRC 2003-2006		ruberwam@yahoo.com
van de Geer	Roeland	Special Representative to the Great Lakes Region	European Union	roeland.vandeger@consilium.europa.eu
Wolpe	Howard	Special Representative to the Great Lakes Region	US State Dept	wolpeh@state.gov
Yellin	Jim	Deputy to the Special Advisor	US State Dept	yellinh@state.gov